

GRUPE DE RECHERCHE SUR L'ÉCONOMIE DE LA CONNAISSANCE

Sous la présidence de Madame la Sénatrice Josette Durrieu et sous la direction d'André Jean-Marc Loechel



Introduction: Le Laboratoire des Territoires de Demain

La démultiplication des projets de constitution de centres de compétences à l'échelle des territoires est en train de modifier très largement le rapport des collectivités locales aux actions de formation et de transmission des savoirs. Nombreuses sont donc les collectivités et d'avantage encore les acteurs économiques et les entreprises s'interrogeant sur la genèse d'une économie territoriale où la connaissance, sa transmission et son partage constituent un vecteur central d'attractivité, de compétitivité et de création de valeur ajoutée.

Cet axe de recherche - aujourd'hui porté par la Fondation des Territoires de Demain - doit s'adosser pour ce faire à plusieurs universités françaises ou européennes en capacité de l'héberger et de créer parallèlement toutes les synergies lui permettant de s'ériger en axe de recherche à l'échelle internationale, producteur de projets euro-méditerranéens par exemple ou créateur d'une communauté de connaissances au sein notamment de l'Institut Européen de Technologies.

Les composantes de cet axe de recherche sont essentiellement les suivantes :

- * le développement des projets de « laboratoires vivants » dédiés à l'économie de la connaissance émergente.
- * l'accompagnement concret de la création et du développement des CENT (Centres Européens de Nouvelles Technologies).



- * l'aide à l'élaboration d'espaces territoriaux de l'innovation et la production d'analyses assurant aux divers acteurs la compétitivité et la valeur ajoutée recherchées
- * la création d'un large cadre d'actions à l'échelle européenne et internationale axé sur les projets relatifs au monde euro-méditerranéen et sur les partenariats internationaux.
- * la réalisation d'une « communauté européenne de connaissances » consacrée aux travaux sur la « Knowledge-based Society », dans le cadre de l'IET.
- * l'organisation de séminaires avec tous les acteurs concernés par la clustérisation des territoires.

LA REUNION DU 5 NOVEMBRE A DEUX OBJECTIFS.

L'analyse des projets de laboratoires vivants

Il entend analyser un certain nombre des projets évoqués, ceux qui se caractérisent par l'importance qu'ils accordent aux questions relatives à l'éducation et à la formation, mais aussi à la culture - tout particulièrement au patrimoine et au tourisme. Parmi les projets de « laboratoires vivants » en cours, aujourd'hui proposés à la labellisation européenne, cinq démarches ont été construits autour d'un développement territorial basé sur l'économie de la connaissance.

La mise en place de cet axe de travail entend en effet, au travers de ses premières analyses de terrain, non seulement contribuer à développer des recherches, mais aussi accompagner de manière très concrète des projets territoriaux dans le domaine de l'économie du savoir, en relation avec les entreprises, les universités et les divers acteurs impliqués, notamment l'ensemble des réseaux européens de l'innovation.

La création d'un groupe européen de recherches

Il s'agit également de manière plus générale d'instituer les bases de ce groupe de travail sur les démarches construites autour d'un développement territorial basé sur l'économie de la connaissance.

Programme du 5 novembre 2008

- Josette Durrieu (Conseil Général des Hautes Pyrénées): Introduction
- André Jean-Marc Loechel (Fondation des Territoires de Demain)
- La création du Groupe de Recherches sur l'Economie du Savoir et les Laboratoires Vivants
- Julien Faure (CETIR)
- INITIATIC (Saint Laurent de Neste / Université de Toulouse)
- Jean-Claude Vich (CENT)
- CENT (Centres Européens de Nouvelles Technologies / Université de Nantes)
- Laura Garcia Vitoria (Fondation des Territoires de Demain)
- Laboratoire des Territoires de Demain en Alsace (Strasbourg / Université de Reims) Espagnol - Français
- Alain Cote (Conseil Régional d'Alsace)
- Jakline Eid (Association des conservateurs de la Région PACA)
- PEYREISQ (Fondation Fabri de Peiresc / Université Libre de Bruxelles)
- Jacques Reviere (CAV)
- DRAGUIGNAN (Centre Archéologique du Var/Laboratoire de Conservation, Restauration et Recherches)
- Jean-Pierre Euzen (Commission Européenne, Bruxelles)
- La philosophie des laboratoires vivants



- Roberto Santoro (Réseau européen des Laboratoires Vivants, Rome) Le fonctionnement es Living labs
- Franck Thomas (Fondation Territoires de Demain)
- Une grille d'évaluation des projets
- Questions et discussions avec les groupes de travail

Compte rendu de la première réunion de travail du Living Lab Territoire de Demain 5 novembre 2008 au Sénat (par Franck Thomas, sociologue)

Le Laboratoire des Territoires de Demain

La réunion a été présidée par Mme Josette Durrieu, sénatrice et présidente du CG des Hautes Pyrénées qui a chaleureusement accueilli les participants dans l'enceinte du Sénat. La réunion a été dirigée par M. André Jean Marc Loechel, Fondation des Territoires de Demain.

Participants:

- * Yves Chastan, sénateur-maire de Privas,
- * Jean-Pierre Euzen, Direction Générale de la Société de l'Information de la Commission Européenne,
- * Roberto Santoro, Rome,
- * Laura Garcia-Vitoria, EUTERTO, Alsace
- * Jean-Claude Vich, CENT,
- * Jakline Eid, Association des conservateurs de la région PACA,
- * Jacques Rebière, LCRR Draguignan,
- * Julien Faure, INITIA-TIC,
- * Alain Cote, Conseil régional d'Alsace,
- * Frank Thomas, Fondation des Territoires de Demain.

En introduction, André Jean Marc Loechel a rappelé aux participants les objectifs du réseau des Living Labs.

Le réseau se veut un centre de compétences pour :

- * promouvoir les processus de création de savoir,
- * avancer les modèles économiques et institutionnels,
- * favoriser un développement territorial basé sur l'économie de la connaissance.

Les cinq territoires sélectionnés ont fait l'objet d'une présentation:

- * St. Laurent de Neste (Hautes-Pyrénées),
- * Le Centre Européen de Nouvelles Technologies (CENT) Privas Rhône-Vallée,
- * EUTERTO Alsace



* Peyresq, village de la connaissance (Alpes de Haute-Provence),

* Le Laboratoire de Conservation, Restauration et Recherches Archéologique du Var (LCRR).

St. Laurent de Neste (Hautes-Pyrénées)

Une introduction par Mme Josette Durrieu, sénateur-président du CG du département concerné a donné les clés pour comprendre la politique du conseil général et de la communauté des communes qui, sous sa direction, ont conçu et mis en œuvre le projet. Adossé au Pôle d'Excellence Rurale «De l'ère numérique à l'ère préhistorique», le territoire s'est engagé dans le domaine de la valorisation touristique et culturelle du patrimoine culturel et notamment de l'art pariétal à Gargas et à Labastide (Haute Pyrénées). La création du savoir et des emplois sera axée sur la mobilité touristique, de la médiation culturelle et de la protection de l'environnement, de même que sur la création d'un centre de la connaissance à l'Abbaye de l'Escaladieu.

Le réseau d'acteurs comprend les élus locaux, les PME innovatrices, plusieurs groupes de recherche universitaire et des centres de formation. Il s'agit de créer un territoire de projets, avec le CETIR, le Centre Européen des Technologies de l'Information en milieu Rural et la Maison du Savoir comme centres de ressources.

Les usagers finaux se trouveront parmi le jeune public, le public scolaire, les touristes de tous publics, les entreprises et universités et les professionnels du tourisme.

Deux projets d'envergure nationale, à l'état de conception, ont été évoqués: la numérisation des données des grottes en toute la France ainsi que la numérisation du cadastre et des données des réseaux techniques des collectivités.

Le Centre Européen de Nouvelles Technologies (CENT).

Le projet a été présenté par Jean-Claude Vich, CENT et par Yves Chastan, sénateur-maire de Privas . Il est situé à Saint-Julien en Saint-Albain (Ardèche). Le projet prévoit l'implantation d'un pôle d'activité numérique élargi aux activités de tourisme et de santé, fondé sur une haute qualité environnementale. Le projet vise à intégrer le travail et l'habitat traditionnel, un lieu de vie axé sur le développement durable, pour attirer les entreprises et leurs salariés, dans une perspective de l'après pétrole, et pour conserver l'identité territoriale.

M. le Sénateur a évoqué le contexte politique difficile. Le projet connaît les défis habituels des partenariats publics-privés. Avec une certaine durée nécessaire pour sa gestation: il a débuté en 1997 et s'est clarifié depuis 2003.

Dans sa présentation M. Vich a aussi mis l'accent sur l'intégration de l'économie numérique, du développement durable et rural et de la recherche (partenariat avec l'ESSEC) et de la formation. Les entreprises qui s'implantent au CENT ne voient plus d'intérêt à se délocaliser, mais elles créeront des antennes à l'étranger ou donneront des licences pour rester ancrées dans le territoire. Déjà plusieurs banques et le groupe international OGER s'y sont intéressés.

Le projet d'EUTERTO (European Territories of Tomorrow Laboratory) est un projet de la Fondation des Territoires de Demain appuyé par la Région Alsace. Il est au service des territoires, des collectivités, des entreprises, des universités et institutions. EUTERTO se consacre aussi aux nouvelles formes d'agrégation des contenus et au statut inédit de l'utilisateur qui produit ses propres contenus.

Le double ancrage territorial et communautaire du projet se confirme par son intérêt à créer des antennes : Euterto envisage à élargir rapidement son territoire d'intervention afin de créer un réseau international.



EUTERTO est un dispositif au service des territoires et de leurs citoyens, des entreprises - grandes et petites -, des universités et entités de recherche dans le domaine du haut débit et de la prospective de ses usages dans tous les domaines de la vie économique et sociale. Il est porté par la Fondation des Territoires de Demain.

La mission que s'est donné EUTERTO correspond d'abord aux objectifs mêmes de la Fondation Territoires de Demain qui le porte: une déclinaison nouvelle des rapports des territoires européens à leur futur, en particulier à leur futur numérique lié aux réseaux à très haut débit. Cet objectif fait suite aux travaux avec les partenaires de la Fondation (Club d'Analyses Prospectives, Club du Futur, Society of the Future...).

Le projet EUTERTO s'appuie sur la dizaine d'années d'échanges internationaux de l'ONG ARENOTECH <http://www.arenotech.org>, et, du Réseau Européen des Villes Numériques. <http://www.Villesnumeriques.org>. Plusieurs travaux d'analyses sont d'ores et déjà engagés avec des partenaires latino-américains mais aussi euro-méditerranéens et africains. La stratégie de développement d'EUTERTO s'appuie notamment sur un tel dimensionnement international, en le mettant à disposition d'autres Living Labs. L'objectif est en effet la constitution d'une vraie communauté de connaissances en étroite liaison avec l'Institut Européen de Technologie et les cent institutions et entreprises que nous regroupons.

Une question clef posée par ce projet : une fois le savoir créé, comment l'intégrer dans les formations professionnelles, en dehors de la formation universitaire, en suscitant l'intérêt des organismes professionnels?

PEIRESC-PEYRESQ.

Le projet franco-belge, situé à Peyresq, commune de Thorame-Haute, Alpes de Haute-Provence, est porté par l'association générale des conservateurs des collections publiques de France, section PACA, ASBL Nicolas-Claude Fabri de Peiresc et l'association de sauvegarde du village de Peyresq (Alpes de Haute Provence). Il vise à poursuivre la revitalisation d'un village dans les Alpes de la Haute Provence et protéger son site naturel par la mise en valeur autour du savoir historique lié à un grand humaniste vivant au village, Nicolas-Claude Fabri de Peiresc. Le projet est en contact avec les collectivités, des PME locales, des musées du secteur, des entreprises de transport.

Jakline Eid, de l'association a présenté quelques résultats, comme par exemple une bibliothèque numérisée de la collection de l'Herbarium, liée à des sentiers botaniques pour valoriser auprès du grand public le patrimoine biologique du secteur, un centre de rencontres d'universitaires belges, les entretiens annuels de Peyreisq.

Aujourd'hui le projet envisage à mieux impliquer la population locale afin de croiser les savoirs et pérenniser l'activité économique locale.

Le Laboratoire de conservation, restauration et recherche (LCRR) du Centre archéologique du Var.

Basé à Draguignan, le laboratoire s'est spécialisé depuis 1964 dans l'archéologie sous-marine. Depuis sa création, il a travaillé et créé son savoir avec un large réseau d'acteurs composé de services d'Etats, de musées, de centres de recherches, d'associations et d'entreprises. Il est expert en contrôle et l'analyse non destructifs d'objets archéologiques, de la reconstitution d'objets en archéologie expérimentale, de la prévention des sinistres ou de la sécurité du travail.

Avec son kit d'intervention en cas d'urgence, stocké en préfecture, il a développé une capacité d'intervention nationale comme internationale. Grâce à sa spécialisation il a trouvé ses contacts en France comme dans les pays méditerranéens.

Le projet maîtrise la chaîne de création de valeur de la création par la production jusqu'à la formation.



Son modèle économique se base sur des travaux facturés et des subventions publiques.

Alain Cote (Conseil régional d'Alsace) a insisté quant à lui sur l'appui de la Région Alsace au Projet de la Fondation des Territoires de Demain.

Le cadre communautaire.

Après les projets présentés Jean-Pierre Euzen, C.E.Bruxelles et Roberto Santoro, ont informé sur le cadre organisationnel des Living Labs et leur mise en réseau.

Jean-Pierre Euzen, responsable de LivingLabs au sein de la Commission Européenne, a mis l'accent sur le fait de positionner les usagers au centre des dispositifs de recherche et de développement, comme les documents du programme communautaire i2010 l'attestent. C'est pourquoi les partenariats constituant les Living Labs ne sont plus de simples partenariats publics-privés, mais intègrent aussi des acteurs civiques, au sein des régions fonctionnelles. Ensuite M. Euzen a déliné les grandes lignes des événements à venir. Fin novembre 2008, les nouveaux membres seront annoncés pour compléter les quatre membres français actuels : l'ICT Usage Lab à Sophia-Antipolis, le laboratoire LEVIER (Laboratoire d'Expérimentation et Valorisation Images Et Réseaux) à Lannion, le Quartier numérique, Paris, et le Normandy LivingLabs, Caen. Enfin, M Euzen a souligné que la bonne traduction de «LivingLab» donne plutôt l'expression de «Laboratoire d'usages». Ce qui a été bien accueilli par les participants parce qu'ils se sentent beaucoup mieux définis par cette notion.

Roberto Santoro, a informé sur le réseau qu'il préside. Sa vocation est de faciliter les rencontres entre laboratoires d'usage, de créer des pilotes au niveau communautaire, et répondre aux appels d'offre de la Commission Européenne.

Résumé de l'intervention de Laura Garcia Vitoria

Laboratoire de Territoires de Demain est un dispositif au service des territoires et de leurs citoyens, des entreprises - grandes et petites -, des universités et entités de recherche dans le domaine du haut débit et de la prospective de ses usages dans tous les domaines de la vie économique et sociale. Il est porté par la Fondation des Territoires de Demain <http://www.territoires-de-demain.org> avec l'appui de la Région Alsace <http://www.region-alsace.eu>, <http://www.e-alsace.net>.

Une centaine de nos partenaires ont manifesté leur intérêt pour cette démarche et pour la situer clairement à l'échelle européenne et au cœur des potentialités collaboratives de tout un réseau.

Pourquoi un Living Lab sur les usages du très haut débit?

De récentes publications nous permettent de nous faire aujourd'hui une idée assez précise sur la prospective des besoins et sur la puissance probable des réseaux informatiques à haut débit à l'horizon des deux prochaines décennies: selon la loi de Nielsen, la connectivité connaît une augmentation annuelle de 50%, ce qui fait qu'en 2030 les ordinateurs disposeront de 100 000 fois de plus de largeur de bande qu'aujourd'hui.

Quels services donc, quels produits convient-il d'imaginer pour cet « Internet élargi » et pour toutes les entreprises présentes sur ce secteur?

D'ores et déjà, Laboratoire des Territoires de Demain a développé des relations pour ce qui est des usages urbains avec le Citilab de Cornella. La mission que s'est donné le laboratoire des Territoires de demain correspond d'abord aux objectifs mêmes de la Fondation Territoires de Demain qui le porte : une déclinaison nouvelle des rapports des territoires européens à leur futur, en particulier à leur futur numérique lié aux réseaux à très haut débit. Cet objectif fait suite aux travaux avec les partenaires de la Fondation (Club



d'Analyses Prospectives, Club du Futur, Society of the Future...). C'est dans ce cadre global qu'Laboratoire des Territoires de Demain se consacre aux usages des technologies du très haut débit et à l'apport de tous les services possibles des réseaux, aux nouvelles formes d'agrégation de leurs contenus, au statut inédit de l'utilisateur « webacteur », de son interactivité et de son immersion même dans les univers virtuels qu'il aura contribué à créer. La finalité même d'Laboratoire des Territoires de Demain est de rendre possible les nouveaux services et usages liés au très haut débit et de favoriser l'apparition de ces services et leur appropriation par les acteurs privés et publics.

Quatre axes géographiques caractérisent les stratégies de développement :

A - un lieu fondateur qui se caractérise par la présence d'un grand bâtiment dénommé Vauban qui abrite 27 opérateurs européens déployant leurs fibres optiques dans une bonne partie de l'Europe. Aux côtés de ce bâtiment et du Centre de ressources créé par la Fondation vont commencer les travaux d'un centre international de conférences. La création d'un Centre Européen de Nouvelles Technologies - tête chercheuse d'un ensemble de projets avec lesquels Laboratoire des Territoires de Demain est en étroit contact - est envisagée à proximité immédiate. Ce site, proche d'un parc franco-allemand, est largement accessible par un tramway direct depuis la gare de Strasbourg, elle-même desservie par un train à grande vitesse. Il se trouve par ailleurs distant de quelques centaines de mètres d'un campus universitaire.

B - un environnement propice : l'Alsace et la région du Rhin supérieur. Strasbourg et l'Alsace constituent un grand atelier de l'innovation technologique et culturelle. Elle se place troisième au plan national en matière de dynamisme technologique via son Agence Régionale de l'Innovation. Mais pour porter ses ambitions, l'Alsace a donc engagé une importante politique de soutien à la formation d'ingénieurs, pariant sur 1000 élèves ingénieurs par an à l'horizon 2013 et l'insertion d'un tiers d'entre eux sur le sol alsacien. Elle est une terre de création d'entreprises innovantes : 2007 a été une année record avec une augmentation l'an dernier de 21% du nombre d'entreprises créées. Le projet de laboratoire aux usages innovants a donc rencontré un écho très favorable qu'il s'agisse de très grandes entreprises internationales présentes dans la région ou de petites et moyennes entreprises. Elle est une terre de l'image. La Région Alsace adoptait dès 1994 des mesures de soutien en faveur de l'audiovisuel et du cinéma. Résultat : à des décors naturels et bâtis exceptionnels, elle adjoint aujourd'hui un réseau de compétences très reconnues dans ce secteur et, sous l'impulsion de son bureau d'accueil spécialisé, Agence Films Alsace et d'une Agence de l'Image Iconoval. Elle s'impose désormais comme une terre de tournage. Il en est de même des nouveaux médias, dont la présence est à l'origine de l'installation aux côtés d'Laboratoire des Territoires de Demain de l'Observatoire Numérique et de la Société du Futur, deux instances fortement dédiées à la prospective des usages de l'image numérique. Elle est enfin une terre dédiée à la démultiplication des transports innovants : entre le TGV et le tram urbain, deux trams-trains complètent la performance du réseau. Pour notre Laboratoire Laboratoire des Territoires de Demain, un tel maillage rapproche singulièrement des espaces territoriaux à accompagner dans leurs stratégies de développement

C - la dimension européenne. De manière tout aussi symbolique, les instances européennes - le parlement européen et le Conseil de l'Europe - se trouvent à moins d'un kilomètre du site

D - la dimension internationale. Les grandes entreprises qui sont aujourd'hui à nos côtés - MICROSOFT, CISCO, et toutes celles bien sûr du FTTH Council - confèrent au laboratoire Laboratoire des Territoires de Demain un dimensionnement international, de même que les six Instituts créés par la Fondation avec un statut de groupements d'intérêt économique.

Il s'agit pour Laboratoire des Territoires de Demain d'aider dès aujourd'hui tous les acteurs du domaine à faire les nouveaux choix d'architecture pour passer au très haut débit, soutenir bien sûr le développement et



l'expérimentation de nouveaux services, mais contribuer également à créer un cadre favorable à l'investissement des opérateurs. On sait qu'une offre de très haut débit commence aux alentours de 100 Mbits, donc une rapidité de circulation de l'information qui change bien évidemment le rôle de l'utilisateur. Plusieurs thèmes de réflexions liés à ce champ nous intéressent dans leur mise en œuvre au sein d'Laboratoire des Territoires de Demain: la réalité virtuelle, l'interactivité son, image, toucher, les simulateurs et bien sûr la portabilité des accès. De plus, la formation des adultes est un lieu où se construisent les nouvelles pratiques, et notamment les compétences en e-administration, en e-gestion, en e-formation ... et la citoyenneté numérique de manière générale. Expérimenter et contribuer aux recherches et développements liés au très haut débit est aujourd'hui pour la formation professionnelle un véritable gage de son adaptation aux réalités de demain.

Les services offerts se situent clairement sur l'ensemble de la chaîne de valeurs de l'innovation ancrée sur un territoire et ont les objectifs suivants :

A - Amplifier le possible par les technologies du très haut débit. Les acteurs premiers sont ici les acteurs territoriaux et les élus - c'est à eux d'abord que nous nous adressons pour des services de formation, d'explicitation, d'initiation... -, mais aussi les entreprises soucieuses de valider au plus vite la pertinence de leurs choix technologiques et économiques. L'objectif de notre démarche est d'associer les collectivités publiques et les entreprises en leur rendant possible une vision à long terme des nouveaux services et usages leur permettant une anticipation décisive.

B - Accompagner les différents acteurs par une analyse globale des territoires et des compétences. Le très haut débit est amené à se faire avant tout l'aiguillon d'une économie régionale du savoir. Laboratoire des Territoires de Demain accompagnera les membres du groupement dans cette analyse par une veille stratégique et un benchmarking permanent des autres régions européennes, voire internationales. Un tel accompagnement constitue d'ailleurs pour les collaborateurs d'Laboratoire des Territoires de Demain une tradition qui est celle du Réseau européen des Villes Numériques.

C - Créer des synergies inhérentes à la stratégie de Lisbonne par une fertilisation croisée. L'Europe territoriale est réellement vécue aujourd'hui par nombre d'acteurs comme une grande famille où se croisent les savoir-faire et les expériences de toute nature. Ce croisement des savoir-faire issus tant d'acteurs différents - collectivités, entreprises, associations, usagers - que de problématiques différentes - éducation, services aux citoyens, services aux entreprises ... - est la clé du développement de la synergie territoriale.

D - Participer au développement sociétal par une réflexion prospective.

Les usages du très haut débit se situent aujourd'hui très concrètement au cœur de la démocratie locale et les débats que ceux-ci engendrent dans de très nombreuses régions européennes, sont révélateurs de la prise de conscience des enjeux sociétaux liés à ces usages. Mentionnons, dans une liste non exhaustive, les problématiques telles que la protection de la vie privée, la géolocalisation permanente, l'apparition de «webacteurs» en particulier dans le domaine des médias. L'évocation du débit des réseaux et des possibilités économiques, culturelles et sociétales qu'il offre, et surtout offrira, est aujourd'hui une interrogation majeure du débat sociétal.

E - Permettre aux usagers - citoyens et entreprises - de s'emparer pleinement des technologies avancées. Les usagers - cœur du concept même des Living Lab - sont demandeurs d'explication et de compréhension sur l'usage des technologies. Ce besoin de compréhension est présent chez les particuliers et dans le grand public, mais également - et c'est un phénomène nouveau - dans les entreprises afin de leur permettre d'appréhender les évolutions technologiques futures et leur impact sur leurs modèles économiques.



Au-delà de la présence, au sein du Living Lab Laboratoire des Territoires de Demain Alsace, d'un incubateur de start-up SEMIA, d'un Centre Européen d'Entreprise et d'Innovation (CEEI) et d'une Agence Régionale de l'Innovation (ARI), l'Alsace est un territoire irrigué par les réseaux haut débit : Strasbourg est située sur le 3ème axe mondial d'Internet et est la 2ème ville française et 10ième ville européenne en termes de télécommunications. C'est toute l'Alsace qui a fait avec sa capitale un même pari en étant aujourd'hui la première région française à ériger l'accès aux télécommunications haut débit en véritable service public. Le réseau est aujourd'hui entièrement déployé sur quelque 940 kilomètres de fibres, optiques. La démarche régionale repose en effet sur une mutualisation avec des infrastructures existantes (réseaux câblés, let réseaux d'électricité notamment), d'où une meilleure rentabilisation des investissements.

Dans ce contexte, Laboratoire des Territoires de Demain sera le pilier du développement des nouveaux services et usages numériques. L'économie numérique a vu se développer un partenariat qui caractérisait certes l'économie de certaines cités-états médiévales - de la Hanse à la péninsule italienne en passant par... l'axe rhénan -, mais que l'ère industrielle avait fait disparaître, un partenariat liant entreprises, usagers et entités territoriales. Le projet Laboratoire des Territoires de Demain s'appuie sur la dizaine d'années d'échanges internationaux de l'ONG ARENOTECH <http://www.arenotech.org>, et, du Réseau Européen des Villes Numériques. <http://www.villesnumeriques.org>.

Plusieurs travaux d'analyses sont d'ores et déjà engagés avec des partenaires latino-américains mais aussi euro-méditerranéens et africains. La stratégie de développement d'Laboratoire des Territoires de Demain s'appuie notamment sur un tel dimensionnement international, tout en le mettant à disposition d'autres Living Labs. L'objectif est en effet la constitution d'une vraie communauté de connaissances en étroite liaison avec l'Institut Européen de Technologie et les cent institutions et entreprises que nous regroupons.



Fondation des Territoires de Demain



Conclusions

Plusieurs conclusions peuvent être tirées de cette rencontre concernant cinq pôles projets en attente d'être sélectionnés.

D'abord, rien ne vaut les rencontres face à face quand un projet débute ou quand il faut prendre des décisions stratégiques, y compris en ces temps du savoir numérique.

Les projets ont tous été élaborés pendant de longues années; c'est pourquoi leurs réseaux institutionnels ont été en partie particulièrement bien développés.

Vu les finalités diverses des acteurs qui ont présenté leurs projets, il n'est pas surprenant qu'une multitude de notions d'utilisateurs ait été évoquée. Un travail de réflexion s'impose pour déterminer la place exacte de l'utilisateur et de ses attentes dans un projet, adapté à la finalité de celui-ci. Il en va de même pour les multiples formes de structures institutionnelles et d'intégration dans le territoire.

Il existe une tension entre l'innovation technologique qui se présente comme une offre, et la demande - éventuellement cachée - émanant des petites et moyennes entreprises, des administrations, des associations ou du grand public. Afin d'éviter une innovation morte née, il faut très tôt confronter l'idée technique ou de service avec la réaction des futurs utilisateurs et inciter ces derniers à exprimer leurs propres attentes. Une écoute attentive des futurs utilisateurs et leur implication dans la conception de l'innovation consolideront le modèle économique du projet.

Un projet d'innovation solide repose aussi sur un véritable ancrage institutionnel. Un tel ancrage vise trois différentes formes d'acteurs : d'abord le noyau dur des proches, les acteurs décisifs du développement économique local, les investisseurs, ensuite les liens plus étendus vers les acteurs qui, comme la presse ou les élus de l'opposition, ne soutiennent pas forcément le projet, mais se montrent indispensables pour accéder à des informations plus stratégiques. La mobilisation de ces acteurs horizontaux est nécessaire pour créer le soutien territorial indispensable. Enfin, il faut les liens verticaux vers les acteurs de pouvoir, les décideurs dans les banques, les élus dans la capitale, éventuellement l'administration régionale, centrale, la Commission Européenne. Un tel dispositif ne se construit que dans la durée.